

Biotechnologies

OGM : les plantes font de la résistance

Des OGM peuvent être résistants à certains herbicides. L'utilisation de ces produits permet de se débarrasser des mauvaises herbes sans affecter les cultures, par exemple de soja, coton ou maïs.

Les agriculteurs américains utilisent tout particulièrement un herbicide très courant : le Roundup. Aux États-Unis, plus des trois quarts de tous les plants de soja contiendraient le gène Roundup Ready. Les agriculteurs pulvérisent ainsi du Roundup sur les champs pour détruire les mauvaises herbes, mais sans influence pour le soja.

Problème : certaines herbes (la pesse notamment) commencent à développer une résistance au Roundup. Les agronomes constatent en outre que le bidens, une herbe sauvage abondante en certaines régions des États-Unis, résiste de plus en plus au glyphosate,

composant du Roundup, de loin l'herbicide chimique le plus utilisé au monde.

Forcément, les détracteurs des OGM avaient tiré le signal d'alarme depuis longtemps. Pour les chercheurs, ces mauvaises herbes résistantes au Roundup ne sont pas le résultat de « croisements », comme l'annonçaient les premiers, mais le fruit de l'évolution : l'usage systématique du Roundup a entraîné l'évolution sélective des espèces et favorise la prolifération des quelques mauvaises herbes qui lui résistent.

Il faudrait pouvoir varier les herbicides, le cas échéant en alternant les cultures qui nécessitent des herbicides différents. Seulement, des agriculteurs ont pris l'habitude d'utiliser le même produit année après année...

Source : *The New-York Times*, repris dans le *Courrier International* du 30 janvier 2003.



Social

Centres d'aide par le travail : une commission d'enquête pas nécessaire

Comme en écho à l'« enquête interdite » de Pascal Gobry (cf. *Lettre du CEAS* n° 176 de mars 2003), le député Georges Hage souhaitait la création d'une commission d'enquête, à l'Assemblée nationale, pour « évaluer la situation des handicapés dans les centres d'aide par le travail, ainsi que les dysfonctionnements pouvant exister dans ces établissements en matière de gestion » et « définir les moyens dont il convient de se doter pour améliorer le fonctionnement des CAT et leur permettre de remplir efficacement leur mission ».

Suivant la procédure habituelle, un député, en l'occurrence Jean-François Chossy, a remis un rapport portant

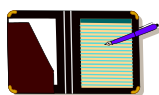
sur l'opportunité de créer une telle commission d'enquête. Le rapporteur a conclu que l'opportunité de celle-ci n'apparaissait pas clairement. L'argumentation est intéressante : elle ne s'inscrit pas du tout dans les logiques de Pascal Gobry et rejoint celles des acteurs mayennais que nous avons rencontrés pour notre dossier.

« Il est très probable, écrit le rapporteur, que quelques CAT sont susceptibles de fonctionner de façon peu satisfaisante ou sont à l'origine d'une mauvaise gestion de la rémunération des travailleurs handicapés ou des fonds publics alloués pour leur fonctionnement. Cepen-

dant, faut-il pour autant faire peser le soupçon sur l'ensemble de ces institutions dès lors que les nombreuses associations présentes sur le terrain et représentant les intérêts des personnes handicapées sont susceptibles de signaler des dysfonctionnements aux DDASS, voire à la justice ».

« La création d'une commission d'enquête parlementaire, ajoute Jean-François Chossy, ne manquerait pas de trouver dans la presse des échos risquant d'être mal interprétés par le grand public. Le danger serait de voir jeter a priori le soupçon et l'opprobre sur l'ensemble des 1 313 CAT actifs en France qui accueillent environ 100 000 travailleurs. Il ne paraît pas, par ailleurs, opportun de semer le trouble et la discorde au sein du mouvement associatif lié notamment au fonctionnement des CAT ».

Par ailleurs, le rapporteur rappelle que le Sénat a lui-même créé une commission d'enquête sur « la maltraitance envers les personnes handicapées accueillies en institution et les moyens de la prévenir ». Dès lors, le député souligne que « la coexistence de deux commissions d'enquête pourrait être mal interprétée par les médias et l'opinion publique et, partant, déstabiliser un secteur qui, plus qu'un autre, doit être préservé »...



A vos agendas

L'alcool au féminin

Le **jeudi 20 mars**, à **20h15**, **salle du Vieux-Château** à Laval, dans le cadre d'un programme d'information sur l'alcool au féminin, l'association **Alcool Assistance Croix d'Or** organise une soirée avec au programme :

- Une animation musicale d'environ 15 minutes (groupe de jazz Quartier Ouest) ;
- La diffusion d'un document audiovisuel de 35 minutes, réalisé par Alcool Assistance Croix d'Or et des professionnels de la santé ;
- Un débat de 45 minutes avec des membres de l'association et des professionnels de la santé ;
- Un cocktail musical.

A noter dès maintenant : prochain Festival de la Prévention les 14, 15, 16 et 17 mai 2003.



Nous avons reçu

Institut national de la statistique et des études économiques (INSEE), *INSEE Première* (4 p.).

- « Les pratiques culturelles : le rôle des habitudes prises dans l'enfance », n° 883 de février 2003.
- « Les salaires des dirigeants de société de 1993 à 2000 », n° 884 de février 2003.
- « De plus en plus de maisons individuelles », n° 885 de février 2003.

Institut national de la statistique et des études économiques (INSEE), *Economie et Statistiques*, n° 357/358, 2002 (200 p.).

Au sommaire :

- Les effets sur l'emploi de la loi du 11 juin 1996 sur la réduction du temps de travail.
- L'influence de la perception du RMI sur la sortie vers l'emploi.
- Transferts sociaux locaux et retour à l'emploi.
- La cessation d'activité au sein des couples : y a-t-il interdépendance des choix ?
- L'incidence du recours à l'intérim sur la mesure de la productivité du travail des branches industrielles.
- De la singularité de la méthode d'évaluation contingente.
- Les pertes d'usage récréatif du patrimoine forestier après les tempêtes de 1999 : le cas de la forêt de Fontainebleau.
- Evaluation des dommages des marées noires : une illustration à partir du cas de l'Erika et des pertes d'agrément des résidents.

Institut national d'études démographiques (INED), *Population et sociétés*, « La femme dans les pays arabes : vers une remise en cause du système patriarcal ? », n° 387 de février 2003 (4 p.).

Direction de la recherche, des études, de l'évaluation et des statistiques (DREES), *Etudes et Résultats*.

- « Les systèmes de santé danois, suédois et finlandais : décentralisation, réformes et accès aux soins », n° 214 de janvier 2003 (8 p.).
- « Motifs et trajectoires de recours aux urgences hospitalières », n° 215 de janvier 2003 (12 p.).
- « La scolarisation des enfants et adolescents handicapés », n° 216 de janvier 2003 (11 pages).
- « Les bénéficiaires de l'APE, de l'AGED et de l'AFEAMA », n° 217 de février 2003 (12 p.).
- « Les familles monoparentales : des caractéristiques liées à leur histoire matrimoniale », n° 218 de février 2003 (11 p.).